

ENTREPRISES & BUSINESS

Un site web pour le secteur des boissons

La Fédération belge des distributeurs en boissons (FeBeD) souhaite pouvoir bénéficier de mesures mieux adaptées à la spécificité de la profession. Elle lance deux nouvelles initiatives en vue de mieux se faire connaître du grand public: un site internet qui reprendra les différents distributeurs de boissons du pays, et une journée portes ouvertes programmée cette année le 28 novembre. Considérant les menaces qui pèsent sur le métier de négociants en boisson, la FeBeD a rédigé un memorandum à l'attention du monde politique.

BAISSE GÉNÉRALISÉE DE LA TVA

Elle y plaide notamment pour un abaissement généralisé de la TVA à 6 % dans l'horeca, tant sur les repas que sur les boissons. Quant à l'interdiction totale de fumer prévue pour 2014, la Fédération estime que cette décision devrait être laissée au choix du tenancier de café. Elle soutient également le maintien des intérêts notionnels, «nécessaires pour tous les entrepreneurs indépendants».

Belga

ZOOM
Younes Al Bouhouari

La société Keyware, spécialisée dans les solutions de paiement électronique, est actuellement en discussion avec différents acteurs autour d'un possible rachat.

Des discussions qui interviennent après la publication des résultats semestriels du groupe, qui affichaient les premiers bénéfices et cash-flow positif dans l'histoire de l'entreprise. «Depuis, j'ai reçu trois appels de personnes que je devrais rencontrer d'ici la fin du mois et en octobre», ex-

Keyware parle rachat, enquête de la CBFA

En pleine séance boursière, le CEO du groupe évoque la possibilité d'un prochain rachat; le titre prend près de 40 %.

plique Stéphane Vandervelde, CEO du groupe. «*Tout est possible. Nous pourrions même arriver à un accord dans le mois, ça peut aller très vite. Je suis mandaté pour vendre l'entreprise si l'un de nos contacts s'aligne sur le prix auquel nous songeons.*» D'après le CEO, il s'agirait principalement d'acteurs internationaux cherchant à entrer en Belgique.

Quand au montant éventuel de l'opération, «*c'est très difficile à dire, mais le dernier rachat similaire qui a été effectué a valorisé l'entreprise à environ 5.000 euros par terminal de paiement, ce qui représenterait près de 60 millions d'euros dans notre cas. Mais il est difficile de s'avancer.*» Il considère néanmoins que laisser partir Keyware pour 30 ou 40 mil-

lions d'euros serait «*impensable.*» L'annonce a en tout cas ravi les investisseurs, qui ont fait grimper le titre de près de 40 % sur la séance.

LA CBFA LANCE UNE ENQUÊTE

La réaction de la CBFA ne s'est évidemment pas fait attendre. Le gendarme boursier a affirmé n'être pas amusé par cette déclaration intempestive, mais une suspension de la cotation n'était plus possible «*l'information circulant depuis trop longtemps dans le marché.*» La CBFA a donc décidé de lancer une enquête formelle pour manipulation de cours. Vandervelde réfute l'accusation: «*toutes les entreprises ont le droit de discuter d'une éventuelle reprise. Tant qu'il n'y a pas*

d'engagement avec une tierce partie, il ne s'agit pas d'une information sensible. Surtout, tout le monde savait que nous étions une proie» a-t-il affirmé.

REPLI RHÉTORIQUE

Au moment de ces déclarations, le CEO ignorait le démarrage de l'enquête de la CBFA. Après l'annonce de cette enquête, il a nuancé son propos en expliquant qu'il était très régulièrement contacté par des repreneurs potentiels, et ce depuis un certain moment. Il a d'ailleurs soufflé le nom du concurrent néerlandais CCV, apparemment assez proactif. «*Nous ne sommes pas à vendre, mais nous observons attentivement toutes les offres qui nous sont faites*», conclut Vandervelde. ■



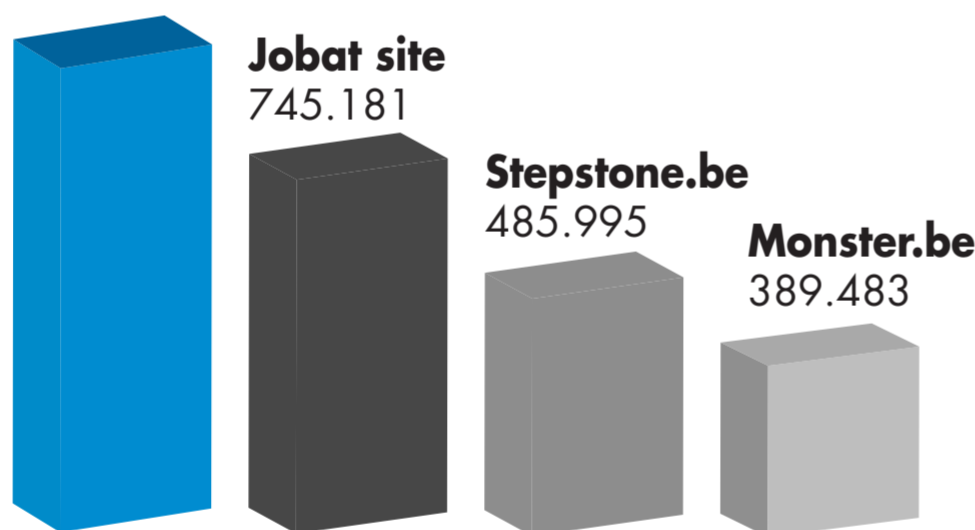
Stéphane Vandervelde, CEO, a nuancé ses propos en fin de journée.

© Thomas De Boever

PUBLICITÉ

Références site

873.176 (*)



(*) Source: CIM-Metriweb, audience mensuelle moyenne de references.vacature.com pour la période mai-juillet 2010

Le n°1 des sites d'emploi change. Complètement.

Aucun autre site actif dans le secteur du recrutement en ligne ne touche autant de surfers. Cette position de leader est confirmée par les récents chiffres d'audience mensuels du CIM-Metriweb, la référence au niveau des enquêtes d'audience online (*). Vous consultez Références.be à plusieurs niveaux et regardez plus de pages par rapport aux autres sites d'emploi. Au mois de juin, par exemple, chaque surfer a consulté sur notre site presque deux fois plus de pages que sur celui du deuxième grand site d'emploi. Vous trouvez une valeur ajoutée dans notre richesse en termes de contenu, de services et d'outils, mais surtout, d'offres d'emploi. 9 personnes sur 10 ont consulté des offres d'emploi lors de leur dernière visite sur notre site (**).

Et pourtant, nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là. Nous pouvons encore plus. Car les besoins changent constamment et la technologie évolue à la vitesse de l'éclair.

C'est pourquoi Références.be change. Complètement. A partir de ce 4 septembre, la navigation sur notre site sera plus simple et plus personnelle. Vous trouverez immédiatement tout ce que vous voulez et où vous le souhaitez.

Découvrez le tout nouveau site references.be. Le n°1 pour les candidats de talent.

(**) Source: TNS Media, Mesure d'Audience Effective, juin 2010

references
DESIGN YOUR CAREER

LES CHIFFRES 2007 ET 2008 N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ RATTRAPÉS

Les voyages d'affaires reprennent lentement

La Belgian Association of Travel Management (BATM) regroupe les chargés de voyages au sein de grosses entreprises. Ainsi, son président en Belgique, Pascal Struyve, est responsable au sein de Trane (conditionnements et purification d'air) de quelque 25.000 voyageurs vers 53 pays, ce qui représente pas moins de 100.000 transactions par an. Ses collègues au sein de BATM sont également attachés à des entreprises en particulier et définissent les stratégies de voyages (et le contrôle de celles-ci). Autant dire qu'ils sont fort sollicités par les prestataires de service, mais qu'ils sont surtout les mieux placés pour diagnostiquer les grandes tendances du moment.

Première constatation: en période de crise, une association comme BATM fonctionne bien: «*Au cours des douze derniers mois, nous avons augmenté les effectifs de nos membres d'environ 10 à 15%, parce que les chargés de voyages cherchent toujours à échanger leurs expériences pour trouver les meilleures solutions face à des problèmes identiques*», explique Pascal Struyve. «*Ainsi, par exemple, on constate de plus en plus que les compagnies multiplient la tarification à la carte, c'est-à-dire tels ou tels suppléments pour des services qui, avant,*

étaient gratuits. C'est beaucoup plus compliqué pour nous et ça risque bien de ne pas changer à l'avenir.»

Deuxième état des lieux en lien direct avec la crise: on constate une reprise dans les voyages d'affaires, tant en nombre de voyages qu'en augmentation des budgets: «*C'est ce qu'indiquent 70% de nos membres sur base des six premiers*

“

Malgré la crise, on constate une reprise dans les voyages d'affaires.

mois de l'année, mais nous n'en sommes pas encore aux niveaux de 2008 et encore moins de 2007.» Et Struyve d'ajouter: «*Il faudra encore du temps pour arriver à ces niveaux. Les crises précédentes - 11 septembre, SRAS... - étaient très dures, mais de courte durée. Maintenant, les politiques de voyages et les comportements ont changé pour longtemps. Elles vont devenir règle établie.*»

Si les comportements changent,

c'est parce que les voyageurs ont conscience des efforts à faire avec des budgets étriés, mais aussi parce que les contrôles sont plus stricts. En plus, la conscience environnementale commence à jouer. Précédemment, elle était davantage théorique. Cela dit, un retour à des situations antérieures n'est pas à exclure, estime le président de BATM: «*La politique interne des sociétés pourrait changer pour attirer de nouveaux talents. Des voyages en business plutôt qu'en Economy sont des incitants pour recruter des éléments de qualité, mais nous ne sommes pas encore dans ce cas de figure.*»

Les vidéoconférences ont-elles pris le pas sur certains déplacements? Oui, mais partiellement seulement et surtout pour des «réunions» à l'intérieur même des entreprises. «*Il existe aussi des formules hybrides avec des déplacements «régionaux» vers des centres vidéo pour de grandes conférences, mais ces systèmes ne remplaceront jamais les contacts humains. Notre mission est d'optimiser nos budgets plutôt que de réduire les dépenses.*»

L'épisode du volcan islandais a sollicité les chargés de voyages et en tout cas montré la valeur ajoutée de ceux-ci au sein des entreprises. ■

Patrick Anspach

Le fonds 3G Capital rachète Burger King

Les rumeurs enflaient autour du célèbre «Whopper». L'information est finalement tombée jeudi en milieu d'après-midi. Le fonds d'investissement américain 3G Capital rachète Burger King - deuxième chaîne américaine de fastfood - pour 24 dollars par action, une prime de 46 % par rapport au cours de l'action à la veille des premières rumeurs de presse. «*La transaction s'élève à 4 milliards de dollars, dette comprise*», ont indiqué les deux parties dans un communiqué. «*Elle est définitive. Le conseil d'administration de Burger King a entériné*

la vente à l'unanimité. 3G Capital a obtenu des engagements de financement pour racheter toutes les actions et refinancer l'activité», précise le texte.

Burger King avait été introduit en Bourse en mai 2006, quatre ans après sa reprise auprès de Diageo par TPG, Bain Capital et Goldman Sachs. Aujourd'hui, ces trois derniers détiennent ensemble quelque 31 % du capital et se délesteront de leurs titres lors de la procédure de vente qui doit débiter le 17 septembre.

La chaîne de restauration rapide exploite plus de 12.000 res-

taurants répartis dans plus de 75 pays. Elle tire les deux tiers de ses revenus des Etats-Unis et du Canada. «*Burger King a souffert de la crise outre-Atlantique. Davantage que sa rivale McDonald, du fait de sa clientèle composée en bonne partie de jeunes hommes adultes, particulièrement affectés par la faiblesse du marché de l'emploi*», soulignent les experts pour qui c'est le bon moment pour la société de se retirer de la cote.

John Chidsey, CEO de la chaîne de fastfood, se voit rejoindre à la gestion quotidienne par Alex Behring, de 3G. ■ Avec Reuters